

Adieux Veaux, Vaches, Sécurité Sociale et RTT ?!



Devant l'extrême gravité de la situation, la CGT prend ses responsabilités, comme elle l'a toujours fait, aux heures les plus sombres de notre histoire, pour défendre les salariés

Le programme de Macron, vous le connaissez depuis 7 ans.

Vous voulez essayer le programme du RN ? pourtant vous le connaissez aussi

→ *Dans le cadre syndical qui nous occupe, nous ne parlerons que de ce qui concerne l'entreprise. Nous ne parlerons notamment pas des violences de l'extrême droite des attaques contre les libertés individuelles, contre le droit des femmes, contre le droit des personnes LGBTQI+, contre le droit des personnes handicapées, contre les étrangers ou supposé tels, contre la liberté de la presse... la liste n'est pas limitative.*

Conséquences pour le monde du travail

Dans extrême droite il y a droite extrême, c'est à dire un projet ultralibéral, réactionnaire et décomplexé, qui doit permettre aux patrons et actionnaires un enrichissement personnel sans précédent -et pas de chance, votre salaire, ainsi que toute avancée sociale vont à l'encontre de leur profit :

- Exonération des cotisations sociales jusqu'à 3 smic => **disparition graduelle de la sécurité sociale !!**
- Augmentation du **temps de travail**
- Attaques sur toutes les défenses des salariés, retour au corporatisme du 18eme siècle.
- Exclusion des travailleurs étrangers des instances représentatives du personnel.
- On ne doute pas que les négos collectives obligatoires sur les salaires deviennent bientôt superflues
- Les femmes à la maison
- Les pauvres réduits à la pauvreté ad vitam aeternam, avec une éducation payante et des salaires de misère (le RN dit vouloir soutenir les étudiants qui travaillent, alors que le travail est la 1ere cause d'échec des études !)
- La fin du service public de la santé (hôpitaux...)
- La retraite ! ... correction faite, ce sera 64.5 ans mini

les votes du RN à l'assemblée (non exhaustif):

- **Refus** de l'augmentation du SMIC et de l'indexation des salaires sur l'inflation
- Refus de la revalorisation des petites retraites, des salaires des fonctionnaires
- Refus du rétablissement de l'ISF
- **Refus** de la **taxation des supers profits**
- Refus de l'augmentation des moyens pour lutter contre la fraude fiscale
- Refus de la baisse de la TVA sur les transports en commun
- Refus de l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe
- Refus du blocage des prix sur les produits de première nécessité
- Refus du gel des loyers
- Refus de la revalorisation des APL
- Refus de la gratuité des 1ers m3 d'eau
- **Refus** du **service public de la petite enfance**, de la cantine gratuite
- Refus de l'augmentation **des budgets de l'université, des hôpitaux**
- **Refus** de la dotation pour la **violence faite aux femmes.**
- **Refus** de la constitutionnalisation de l'IVG
- **Refus** de crédits aux **renouvelables**
- **Refus** de l'obligation de la publication du **bilan carbone des entreprises**
- **Refus** de la limitation **des polluants éternels** dans les ustensiles de cuisine.

Quel est le but de ces mesures ?

Diminuer les protections et les solidarités des salariés, vivant dans la peur du déclassement et n'ayant pour seul choix d'être isolé face au lien de subordination à l'employeur que lui impose son contrat de travail. En un mot tirer tout le monde vers le bas.

Malgré le risque de la période, rien n'est joué ! Une dynamique se construit pour faire gagner des avancées sociales au travail et dans la vie.

Du point de vue de la défense des salarié-e-s, le choix est assez vite fait

- **Augmentation immédiate des salaires, du Smic, des retraites et des minimas sociaux.** Indexation des salaires sur les prix. Mesures concrètes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- Des moyens pour **améliorer les conditions de travail** dans les entreprises et les services, en commençant par le rétablissement des CHSCT
- **Renforcement de la Sécurité sociale** protectrice des citoyens
- **Retour à la retraite à 60 ans** et départs anticipés pour les métiers pénibles. Prise en compte des années d'étude.
- Amélioration de l'indemnisation des salariés frappés par le chômage
- Des **moyens pour l'hôpital public** et les réseaux de soins
- Des **moyens pour l'école** (de la maternelle à l'université) et la recherche
- Une politique de relance de la production, de la **relocalisation** et **de l'emploi industriel** pour le progrès social et environnemental
- Un **renforcement de tous les services publics** et le lancement de grands travaux environnementaux (énergie, transports, logement, eau... investissement dans l'agriculture de proximité et de qualité)
- La garantie des **mêmes droits pour un même travail**
- Des mesures de **justice fiscale** (taxe sur les grandes fortunes, les profits, les rachats d'actions, progressivité de l'impôt...).

Le programme du Nouveau Front Populaire ouvre une fenêtre pour répondre à nos revendications

Mais Personne ne nous fera de cadeaux : en plus de la pression populaire pour les élections législatives, les solutions reposent surtout sur l'implication de chacun pour arracher ces progrès sociaux

Financement

Le Financement du programme du Nouveau Front Populaire se base sur une reprise de contrôle de la répartition des richesses, pour les diriger vers les investissements productifs (salaires, formation, outils et relocalisation industriels, transition écologique). Loin des allégations farfelues dont il est l'objet de la part de commentateurs bien peu soucieux de la véracité de leur propos, il est tout-à-fait validé par nombre d'économistes tout à fait diplômés (voire prix Nobel). Il n'est évidemment pas du goût de la classe dirigeante politique et économique actuelle pour qui il ne doit pas y avoir de limite à l'EBIT ; cette course dusse-t-elle nous mener dans le mur (plus d'explication article Reporterre ci-dessous)



Vous cherchez une procuration ? contactez-nous !